

19 décembre 2009

A la Une

Les chefs d'États signent un accord historique pour sauver le climat

A Copenhague

Les dirigeants européens s'imposent en leaders des négociations

Par Mickael Country

Aujourd'hui, lors du sommet sur le climat de Copenhague, une étape décisive de la lutte contre les changements climatiques et le réchauffement de la planète a été franchie. L'accord conclu par les dirigeants réunis à cette occasion prévoit des réductions d'émissions ambitieuses, la fin des activités de déforestation et le financement de mesures de protection du climat dans les pays en développement.

Au terme d'intenses négociations, les représentants des Nations Unies ont finalement réussi à constituer, aux premières heures du jour, un document de 170 pages qui orientera le monde vers une nouvelle trajectoire industrielle et économique. L'accord annonce une véritable révolution en matière de production d'énergie et de préservation des forêts tropicales. Il permet également aux pays en développement de faire l'impasse sur une croissance industrielle fortement émettrice de CO₂ et d'adopter directement un mode de développement propre, grâce à l'allocation de ressources financières considérables.

C'est avec le regard fatigué mais le sourire aux lèvres qu'Yvo de Boer, secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, a déclaré : « *Nous sommes parvenus à un accord qui met le monde sur la bonne voie pour éviter un dérèglement incontrôlable du climat. Nous pouvons tous en être fiers.* »

Y. de Boer, visiblement satisfait, a entamé la conférence de presse de clôture par un discours célébrant le succès de la conférence. Il a remercié avec une vive émotion les dirigeants européens qui, l'été dernier, ont fait preuve de courage pour sortir les négociations de l'impasse. Au mois de juin, l'Union européenne a en effet décidé de consacrer 35 milliards d'euros aux mesures de protection mises en place dans les pays en développement. Cet engagement phare a été relayé cette semaine par le président Obama, avec la promesse d'une aide américaine supplémentaire de 43 milliards d'euros.

Le secrétaire a ensuite tenu à saluer l'armée des bureaucrates anonymes qui a œuvré sans relâche à la constitution d'un cadre cohérent, les scientifiques qui ont tiré la sonnette d'alarme et se sont opposés aux compromis politiques, ainsi que les dirigeants du monde entier qui ont su mettre de côté leurs différences et se serrer les coudes pour l'avenir de la planète et de ses habitants. Il a enfin tenu à remercier tout particulièrement les milliers d'individus qui, au cours des derniers mois, ont participé à des actions directes et non violentes pour s'assurer que les conditions nécessaires à l'accord se frayent un chemin jusqu'à la table des négociations. « *Je tiens à saluer l'action déterminée des centaines de milliers de citoyens qui se sont mobilisés. Les leaders du monde entier ont convenu de réduire considérablement les émissions gaz à effet de serre et de financer l'adaptation aux changements climatiques dans les pays en développement* », a affirmé Y. de Boer.

L'accord conclu à Copenhague oblige les nations industrielles telles que les États-Unis et les États membres de l'Union européenne à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 40 % d'ici à 2020 par rapport aux niveaux de 1990. Les pays en développement, quant à eux, se sont engagés à ralentir de 30 % la croissance actuelle de leurs émissions, notamment grâce à une aide des pays industrialisés s'élevant à 110 milliards d'euros annuels. L'accord prévoit également la mise en place d'un fonds qui, administré par les Nations Unies, sera destiné à renforcer la protection des forêts à travers la planète.

D'après le secrétaire-général des Nations Unies Ban Ki Moon, « *le chemin qui a mené à Copenhague était long, sinueux et parfois semé d'embûches. Mais un accord a fini par être trouvé. Les pays industrialisés ont décidé d'assumer leurs responsabilités : ils mettront en œuvre des réductions d'émissions ambitieuses et financeront les efforts de réduction et d'adaptation des pays en développement, notamment en contribuant à la protection des forêts tropicales. En contrepartie, les pays en développement ont accepté d'adopter les mesures de limitation des émissions qui s'imposent.* »

Selon les négociateurs, les dispositions de l'accord visent à maintenir la hausse des températures sous la barre des 2°C, point de basculement au-delà duquel les scientifiques mettent en garde contre un bouleversement climatique irréversible. Au cours des deux semaines de négociations placées sous l'égide des Nations Unies, les représentants ont fait état des conséquences de l'inaction qui se manifestent d'ores et déjà aux quatre coins du monde. Du Nord au Sud, les délégués des pays industrialisés comme ceux des pays en développement ont exprimé leurs craintes concernant les vagues d'immigration et de famine qui pourraient intervenir à grande échelle, ainsi que les disparitions massives d'espèces. Les représentants affirment qu'un dérèglement incontrôlé du climat pérenniserait la pauvreté dans les pays en développement et toucherait sévèrement les pays industrialisés. Par ailleurs, le réchauffement climatique risquerait d'exacerber les tensions géopolitiques. En effet, l'amenuisement des réserves d'eau potable, la raréfaction des terres cultivables et les migrations massives des zones inondées ou inhabitables du fait de la montée des eaux et de la hausse des températures sont autant de facteurs qui pourraient déclencher de sanglants conflits régionaux.

Fredrik Reinfeld, premier ministre suédois occupant actuellement la présidence de l'Union Européenne, a confié aux journalistes que les États-membres avaient joué un rôle décisif dans le processus de Copenhague. « *Je suis fier que mes collègues et moi ayons pu faire la différence. Il y a six mois, nous avons été les premiers à rompre la glace qui gelait les négociations, en reconnaissant que les États européens et les autres pays riches devaient prendre leurs responsabilités et rembourser leur 'dette carbone' aux nations en développement. Aujourd'hui, le reste du monde a suivi notre exemple.* »

Le directeur exécutif de Greenpeace International a qualifié l'accord de « *victoire de la raison, de la planète et de ses habitants* », sans oublier de rendre hommage à « *tous ceux qui ont fait campagne pendant des années pour constituer un terreau favorable au changement* ».

RETROSPECTIVE DE L'ANNEE

Au terme d'une année de reproches politiques, de querelles politiciennes et de stratégie de la corde raide, le laborieux processus de négociation a été accéléré par l'accumulation de preuves sur les conséquences néfastes des changements climatiques.

En avril, au moment où les négociations battaient leur plein, la langue de glace qui reliait la banquise Wilkins au reste de l'Antarctique s'est disloquée. Pendant ce temps, les glaces de la mer Arctique continuaient de fondre, les moussons se faisaient attendre, les ouragans ravageaient le centre-ouest des États-Unis et les incendies de forêts échappaient à tout contrôle.

Au mois de juin le sommet réunissant les chefs d'États des pays membres de l'Union européenne a permis une avancée capitale. Le mois suivant, les acteurs européens membres du G8 ont ainsi pu faire pression sur le Canada, le Japon, la Russie et les États-Unis lors de la rencontre du Groupe. Cette pression s'est intensifiée pendant l'été grâce à la mobilisation de milliers de citoyens qui, préoccupés par les enjeux de la crise climatique, ont uni leurs efforts par delà les frontières pour faire entendre leur voix. En utilisant

la rue comme moyen d'expression (nombre d'entre eux pour la première fois), ils ont demandé à leurs chefs de gouvernement de s'engager personnellement à sauver le climat en se rendant à Copenhague pour résoudre la crise climatique planétaire.

Lors de la conférence de Bangkok qui s'est déroulée en septembre, autre temps fort du processus, les négociateurs des Nations Unies ont verrouillé leur cible – une réduction des émissions de 40 % d'ici à 2020 pour les pays industrialisés –, défiant les indécis de se rallier à cet objectif.

UN ACCORD CELEBRE PARTOUT DANS LE MONDE

Le président Obama a applaudi ses homologues internationaux : *« Le monde va changer et nous espérons que le climat sera désormais préservé. En centrant notre attention sur nos préoccupations et destinées communes, nous avons réussi à nous forger un objectif commun. En sauvant le climat, nous sauvons nos vies. Nous redressons nos économies et investissons dans un futur durable. Aujourd'hui, nous pouvons croire en demain. »*

Dans un style en rupture total avec ses déclarations précédentes, le premier ministre polonais Donald Tusk s'est réjoui de la fin de la dépendance européenne vis-à-vis des combustibles fossiles : *« Les jours de l'ère noire du charbon sont désormais comptés. Personne n'y croyait, mais [l'Union européenne] a aidé le monde à se libérer du joug des énergies fossiles et à entrer dans l'ère de l'énergie solaire, éolienne et terrestre. La révolution pro-démocratique dont l'étincelle s'était allumée sur les chantiers navals de Gdansk, il y a plus de 20 ans, vient de se raviver avec cette 'solidarité' dont témoignent les nations européennes à l'égard des pays en développement, pour le bien du climat. »*

Et le président brésilien Lula da Silva d'ajouter : *« Nous avons réussi à obtenir l'appui de tous les Européens en faveur de la protection des zones encore intactes de la forêt amazonienne. Nous avons déjà donné aux équipes européennes nos meilleurs joueurs de football. Nous ne voulons pas exporter notre bois, nos céréales et notre viande. Viva o clima ! »*

Mitzi C., jeune militant de 18 ans, a répondu présent au rassemblement public organisé en marge du sommet, par une nuit aux températures négatives. *« C'est l'action de groupe la plus intéressante à laquelle je n'aie jamais participé. En réalité, c'est la première fois que je m'engage dans une action de ce type. Jusqu'à présent, ma vie sociale se résumait à Facebook. Les rapports réels sont bien plus gratifiants. »*

La police et les forces de sécurité danoises étaient sur le qui-vive, craignant des troubles civils à la vue de la foule venue se rassembler en attendant l'épilogue du sommet. Selon le chef de la police, les réjouissances ont duré toute la nuit et aucune arrestation n'a été déplorée. En réalité, la plupart des policiers ont été renvoyés au poste tôt dans la soirée.

De nombreux diplomates ont dénoué leur cravate pour rejoindre les festivités. Se félicitant du travail accompli, l'un des principaux négociateurs de la Commission européenne a assuré : *« Aujourd'hui et demain, l'heure est à la fête. Ensuite, nous nous remettrons au travail pour veiller à ce que l'accord soit ratifié et les promesses tenues. »*

Nicolas Sarkozy annonce la fin du nucléaire

À la surprise générale, la France révolutionne le sommet sur le climat

Par Françoise Bouton

En France comme à l'étranger, Nicolas Sarkozy est l'homme que l'on adore détester. Sa personnalité décrite comme autoritaire et arrogante, son style de vie « bling-bling » et sa façon d'exhiber sa femme-trophée font souvent l'objet de critiques satiriques. Tandis que ses nombreux détracteurs ne se lassent pas d'analyser la complexe psychologie présidentielle et ses répercussions sur le comportement et les actions politiques du chef de l'État, le locataire de l'Élysée -quant à lui- ne rate jamais une occasion de faire grimper sa cote de popularité...

Cependant, tous les efforts d'autopromotion déployés par le président ont été largement surpassés par l'effet de la déclaration fracassante, prononcée dès son arrivée au sommet de Copenhague : *« Le nucléaire est mort. J'ai décidé de l'enterrer une bonne fois pour toutes. La France va ainsi réaliser un investissement initial de 10 milliards d'euros en faveur des énergies renouvelables. De plus, une aide de cinq milliards d'euros sera apportée aux pays en développement, d'ici à 2015, pour dynamiser les efforts d'atténuation, de réduire les émissions de CO₂ et mettre un frein à la déforestation. Ce chemin est celui de l'avenir, pour la France comme pour les autres pays. Nous allons également supprimer toutes les aides publiques destinées aux centrales nucléaires de nouvelle génération, et mettre un terme au projet de construction du réacteur Olkiluoto 3 en Finlande. L'argent du contribuable français n'alimentera plus l'industrie nucléaire, désormais moribonde. Au contraire, il sera utilisé à bon escient pour ne pas exposer les générations futures aux risques nucléaires et ne pas les endeuiller... euh, les endetter davantage. »*

Cette annonce inattendue permettra la réalisation d'investissements massifs dans les énergies renouvelables et l'apport d'une assistance technique et financière aux pays en développement. À cette fin, N.Sarkozy mettra un point final à l'ensemble des subventions accordées jusqu'ici à l'industrie nucléaire française. Bien décidé à diriger les débats et à faire avancer l'agenda climatique, le président a donné un véritable élan au sommet de Copenhague, laissant ses homologues momentanément sans voix.

N. Sarkozy, avec l'audace qui le caractérise, a joué son va-tout dès le début de la rencontre. Les autres délégués, que cette annonce risquait de déconcerter, auraient pu retirer progressivement leur soutien. Mais craignant de rester à la traîne, ils ont rapidement fait monter les enchères contre les changements climatiques. La stratégie osée du président s'est donc avérée payante.

Ainsi, le Royaume-Uni a tiré un trait sur le charbon. Barack Obama, qui pour une fois semblait manifestement contrarié, a tenté de reprendre l'initiative avant de se résigner à raccrocher les wagons derrière la locomotive française. Le président américain a donc confirmé, quoique tardivement, le plein engagement des États-Unis pour que les émissions atteignent leur niveau maximum en 2015 et baissent de 40 % d'ici à 2020, et pour qu'une subvention de 60 milliards de dollars soit accordée aux pays en développement.

La Chine, les États-Unis et d'autres pays se sont empressés de sauver la face devant cette vaste tribune internationale. Les écologistes, à l'ordinaire critiques vis-à-vis du chef de l'État, n'ont pu que saluer ces bonnes résolutions, tout en soulignant qu'au départ, elles avaient été portées par eux. Certes, N. Sarkozy continue de diviser, et les relations qu'il entretient avec les autres dirigeants resteront tendues. Mais pour l'heure, il est l'homme de la situation. En arrivant à Copenhague avec l'audacieuse intention d'être à l'avant-garde des efforts de lutte contre le dérèglement climatique, il est parvenu à réaliser un des ses vœux les plus chers : se hisser au sommet de l'affiche.